

Niederanven, le 7 octobre 2021

AVIS AU PUBLIC

Conformément à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, il est porté à la connaissance du public, que par décision du Ministre ayant dans ses attributions le Travail du 27 septembre 2021 (Autorisation N° **3A/2021/3795/174**) la société **S+B INBAU Sarl.** a obtenu l'autorisation relative à l'exploitation d'un *appareil de lavage avec ventouse marque WOOD'S POWR-GRIP, type MRT411LDCO, numéro de construction 20131297 à Niederanven, 43, rue Gabriel Lippmann.*

Le dossier est déposé pour inspection à la mairie de Niederanven, 18, rue d'Ernster, L-6977 Oberanven à partir du 7 octobre 2021 pendant 40 jours.

Conformément à l'article 19 de la loi du 10 juin 1999 susmentionnée, à la loi du 12 juillet 1996 portant révision de l'article 95 de la Constitution et à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours peut être interjeté contre la présente décision d'autorisation par ministère d'avoué auprès du tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours à partir du jour de la publication de la présente décision.

Pour le collège échevinal,

le bourgmestre,


Raymond Weydert

le secrétaire,


Chérel Jacoby

Niederanven, le 07 octobre 2021

AVIS AU PUBLIC

Conformément à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, il est porté à la connaissance du public, que par décision du Ministre ayant dans ses attributions l'Environnement du 23 septembre 2021 (Autorisation N° **3/21/0042**) société **LUXAIR S.A.** a obtenu l'autorisation relative à l'exploitation d'une *cuisine professionnelle sur le site de l'Aéroport de Luxembourg, rue de Trèves, Findel.*

Le dossier est déposé pour inspection à la mairie de Niederanven, 18, rue d'Ernster, L-6977 Oberanven à partir du 7 octobre 2021 pendant 40 jours.

Conformément à l'article 19 de la loi du 10 juin 1999 susmentionnée, à la loi du 12 juillet 1996 portant révision de l'article 95 de la Constitution et à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours peut être interjeté contre la présente décision d'autorisation par ministère d'avoué auprès du tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours à partir du jour de la publication de la présente décision.

Pour le collège échevinal,

le bourgmestre,


Raymond Weydert

le secrétaire,


Chérel Jacoby